

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E
M A I R I E D E N E U I L L Y - P L A I S A N C E

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET DES ESPACES VERTS

ARRÊTE PROVISOIRE n° 26-AT-127
REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION
RUE EDGAR QUINET (en partie)

Le Maire de la ville de Neuilly-Plaisance,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2213-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la Route, notamment les articles R411-8, R411-25 et suivants, R417-1 et suivants, relatifs à la signalisation et aux règles de circulation,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment le livre I - 8^{ème} partie (signalisation temporaire),

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté n° 2022/071/DGS, en date du 16 août 2022 réglementant la vitesse sur le territoire de la commune de Neuilly-Plaisance,

Considérant qu'en raison des travaux des travaux de remplacement du poste de transformation d'alimentation électrique « MALTOURNÉE » réalisés **12 rue Edgar Quinet** par l'entreprise **BIR** 38 rue Gay Lussac 94430 Chennevières-sur-Marne, d'une part, la société **EGA** 15 rue des Frères Lumière 93330 Neuilly-sur-Marne, d'autre part, intervenant pour le compte d'**ENEDIS** 12 rue du Centre 93160 Noisy-le-Grand, il convient de réglementer provisoirement le stationnement et la circulation sur cette voie, (en partie),

Dans le but d'assurer la circulation et la sécurité publique,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le stationnement des véhicules sera interdit **du n° 12 au n° 6 rue Edgar Quinet,**
du 18 mai 2026, à 7h30,
au 21 mai 2026, à 17h00,

avec application de l'article R417-10 du Code de la Route et à l'exception des véhicules et installations nécessaires aux travaux.

ARTICLE 2

La circulation des piétons sera déviée, en amont et en aval du chantier, par le trottoir opposé aux travaux en utilisant les passages piétons existants et ce pendant toute leur durée.

ARTICLE 3

La circulation des véhicules sera interdite **rue Edgar Quinet, partie comprise entre la sortie de la gare RER et boulevard Gallieni,**

le jeudi 21 mai 2026,
de 1h30 à 5h00.

La circulation de véhicules sera déviée par la rue de Chanzy et l'avenue Victor Hugo, pendant toute la durée de l'intervention de levage.

Un pré barrage sera installée rue Edgar Quinet au droit de l'intersection avec la rue Faidherbe et avenue Victor Hugo au droit de l'intersection avec la rue de Chanzy.

ARTICLE 4

La circulation des véhicules sera exceptionnellement autorisée, en double sens, depuis le boulevard Gallieni, pour les seuls riverains de la **rue Edgar Quinet, partie comprise entre la sortie de la gare RER et boulevard Gallieni, pendant la période précitée à l'article 3.**

ARTICLE 5

Les dispositions du présent arrêté seront applicables 48 heures après la mise en place de la signalisation réglementaire par l'entreprise chargée des travaux et maintenues

ARTICLE 6

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et déferés auprès des tribunaux compétents.

ARTICLE 7

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de NEUILLY-PLAISANCE, Madame la Directrice des Services Techniques et Espaces Verts Municipaux, Monsieur le Commissaire de Police de NEUILLY-SUR-MARNE, Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale de NEUILLY-PLAISANCE, seront chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera transmis à Monsieur l'Adjudant-Chef des Sapeurs-Pompiers de Neuilly-sur-Marne, la RATP, ENEDIS, BIR, EGA.

6 rue du Général de Gaulle
93360 Neuilly-Plaisance
Tél : 01 43 00 96 16
Fax : 01 43 00 42 80

Courriel :

contact@mairie-neuillyplaisance.com

(Tous les courriers doivent être
adressés impersonnellement à
Monsieur le Maire)

Certifié exécutoire

Acte publié le 16 / 04 / 2026



Neuilly-Plaisance, le 10 avril 2026

Christian DEMUYNCK
Maire

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n° 2016-131 du 30 juin 2016 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.